



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DEVELOPPEMENT

Rapport Pays 2025

Burkina Faso



Tirer le meilleur parti du capital du Burkina Faso
pour favoriser son développement

Rapport Pays 2025 Burkina Faso

Tirer le meilleur parti du capital du Burkina
Faso pour favoriser son développement



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT

© 2025 Banque africaine de développement

Groupe de la Banque africaine de développement
Avenue Joseph Anoma
01 BP 1387 Abidjan 01
Côte d'Ivoire
www.afdb.org

Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles de la Banque africaine de développement, de son Conseil d'administration ou des pays qu'il représente. Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer ce matériau pour votre propre usage, et inclure les extraits de cette publication dans vos propres documents, présentations, blogs, sites web et matériaux pédagogiques, pour autant que la Banque africaine de développement soit mentionnée comme étant la source et le titulaire du droit d'auteur.

REMERCIEMENTS

Le Rapport-pays 2025 sur le Burkina Faso a été préparé au sein du Complexe de l'Économiste en chef et Vice-Président chargé de la gouvernance économique et de la gestion des connaissances, sous la direction et la supervision générales du Professeur Kevin C. Urama, Économiste en Chef et Vice-Président, avec le soutien d'Adamon Mukasa (Economiste de recherche Principal) et d'Amah Marie-Aude Ezanin Koffi (Assistante Exécutive).

La préparation de ce rapport a été dirigée par Désiré Vencatachellum (Directeur principal, Département économies pays - ECCE), avec Marcellin Ndong Ntah (Lead Economiste, ECCE) en sa qualité de Coordonnateur technique du processus, Abir Bdioui (Consultante, ECCE) pour le soutien informatique, Aminata Kouma-Moulod (Spécialiste de la gestion des produits, ECCE) pour le suivi de l'édition, et Eugenia Grant (Assistante d'équipe, ECCE) pour le soutien administratif. Le Rapport-pays 2025 sur le Burkina Faso a été préparé par Saminirina Andriambeloso, Economiste-pays Principal, sous la direction de Marcellin Ndong Ntah, Lead Economiste, ECCE.

Nos remerciements vont à l'endroit de : (i) Linguère Mbaye, Cheffe de Division d'ECCE 1 (ii) l'équipe pays du Burkina Faso dirigée par Lamin Barrow, Directeur Général RDGW, avec le soutien de Joseph M. Ribeiro, Directeur Général Adjoint RDGW, et de Daniel Ndoye, Responsable pays COBF; (iii) le Département Politique, prévision et recherche macroéconomiques (ECMR) dirigé par Anthony Simpasa (Directeur) ; (iii) le Département des États en transition (RDTs) dirigé par Yero Baldeh (Directeur) ; (iv) le Centre africain de ressources naturelles (ECNR) dirigé par Solomane Koné (Directeur) ; et le Consortium de la Recherche Economique en Afrique (CREA) dirigé par Prof. Victor Murinde (Directeur Exécutif) pour leurs pertinentes contributions.

La Banque tient à remercier les responsables des entités gouvernementales pour l'accueil, et l'organisation de la mission de la préparation du Rapport pays 2025 du Burkina Faso et la qualité des discussions. Elle remercie aussi les représentants des organisations de la société civile, du secteur privé, et des partenaires techniques et financiers, pour leur disponibilité et la qualité des échanges lors des réunions tenues avec la mission.

Les données figurant dans ce Rapport ont été compilées par le Département des statistiques - ECST dirigé par Samson Babatunde Omotosho (Directeur) avec la participation de Koua Louis Kouakou, Chef de la division des statistiques économiques et sociales, Anouar Chaouch (Statisticien supérieur, Division des statistiques économiques et sociales, ECST) et Soumaila Karambiri (Statisticien ECST).

Les commentaires formulés dans le cadre de l'examen par les pairs ont été reçus de : Léontine Kanziemo, Conseillère ECNR ; Kan David N'dri, Consultant ECCE et ; Linguère Mbaye, Cheffe de Division ECCE1. Le Professeur Sylvain Eloi Dessy, Département d'économie, Université Laval – Canada a contribué, à titre d'évaluateur externe.

La couverture du Rapport s'inspire d'une maquette générale réalisée par Laetitia Yattien-Amiguet et Justin Kabasele, du service des relations extérieures et de la communication de la Banque. La révision a été effectuée par Joseph Dzokou et la mise en page par Lagence Creativ.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS	VII
REMERCIEMENTS	III
RÉSUMÉ ANALYTIQUE	VIII
INTRODUCTION GÉNÉRALE	IX
CHAPITRE I : PERFORMANCES ET PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES	1
Messages Clés	1
1.1 Introduction	2
1.2 Performance en matière de croissance	2
1.3 Autres évolutions macroéconomiques et sociales récentes	2
1.3.1 Politique monétaire, inflation, taux de change	2
1.3.2 Secteur financier	2
1.3.3 Politique budgétaire et dette publique	3
1.3.4 Position extérieure – Flux financiers extérieurs	4
1.3.5 Évolutions sociales	4
1.4 Perspectives et risques macroéconomiques	5
1.4.1 Perspectives	5
1.4.2 Risques	5
1.5 Politiques à envisager pour accélérer le développement économique du Burkina Faso	5
CHAPITRE II : STIMULER LA MOBILISATION ET L'UTILISATION EFFICIENTE DU CAPITAL DOMESTIQUE	7
Messages clés	7
2.1 Introduction	8
2.2 Mobilisation des ressources budgétaires	8
2.2.1 Besoins de financement de Burkina Faso	8
2.2.2 Recettes fiscales	8
2.2.3 Recettes non fiscales	9
2.2.4 Mobilisation des ressources domestiques et efficacité des dépenses	9
2.3 Capital naturel du Burkina Faso	9
2.3.1 Aperçu du capital naturel du Burkina Faso	9
2.3.2 Contribution économique du capital naturel du Burkina Faso	9
2.3.3 Estimation et dynamique du capital naturel	9

2.3.4 Tirer parti du capital naturel du Burkina Faso	10
2.4 Capital d'entreprises du Burkina Faso	10
2.4.1 Paysage du capital d'entreprises du Burkina Faso	10
2.4.2 Indicateur du capital des entreprises	11
2.4.3 Défis et opportunités pour améliorer le capital des entreprises au Burkina Faso	11
2.5 Capital humain du Burkina Faso	11
2.5.1 État actuel du capital humain au Burkina Faso	11
2.5.2 Principaux obstacles au développement du capital humain au Burkina Faso	12
2.5.3 Investir dans l'éducation et le développement des compétences	12
2.5.4 La santé comme pilier du développement du capital humain	13
2.6 Capital financier	13
2.6.1 Paysage du capital financier	13
2.6.2 Etat du développement financier	13
2.6.3 Mobilisation des ressources financières pour le développement du Burkina Faso	14
2.6.4 Ressources financières extérieures pour le développement de Burkina Faso	14
2.6.5 Financements innovants	15
2.7 Recommandations	15
CHAPITRE 3 : TIRER PARTI DU POTENTIEL EN CAPITAL DU BURKINA FASO POUR LE DÉVELOPPEMENT : LE RÔLE DES INSTITUTIONS, DE LA GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE ET DE L'ÉTAT DE DROIT	17
Messages clés	17
3.1 Introduction	18
3.2 Dispositif institutionnel pour la gestion et l'utilisation des différentes formes de capital	18
3.3 Défis de gouvernance dans la gestion des différentes formes de capital pour la mobilisation des ressources	19
3.4 L'État de droit, la gestion et l'utilisation des différentes formes de capital	20
3.5 Approche panafricaine visant à renforcer l'État de droit, les institutions et la gouvernance pour exploiter le capital du Burkina Faso	20
3.6 Conclusion et recommandations politiques	21
BIBLIOGRAPHIE	23

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Évolution du solde budgétaire et de la dette publique du Burkina Faso

Figure 2: Evolution du taux de pression fiscale du Burkina Faso de 2018 à 2024

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Principaux indicateurs macroéconomiques et sociaux

Tableau 2: Décomposition du capital naturel du Burkina Faso

Tableau 3: Indicateurs clés de l'éducation, de la santé et de la main-d'œuvre au Burkina Faso

Tableau 4: Indicateurs de développement du secteur financier

LISTE DES ENCADRÉS

Encadré 1: Activités de mobilisation des ressources intérieures et déficit de financement du développement

Encadré 2: Les jardins scolaires, une action de résilience au Burkina Faso

Encadré 3: Les réformes dans la gestion et l'utilisation des différentes formes de capital

LISTE DES ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

APD	Aide publique au développement
BCEAO	Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
CEDEAO	Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest
FCFA	Franc de la communauté financière africaine
FSP	Fonds de soutien patriotique
IDE	Investissements directs étrangers
IDH	Indice de développement humain
PA-SD	Plan d'action pour la stabilisation et le développement
PDI	Personnes déplacées internes
PEA	Perspectives économiques en Afrique
PIB	Produit intérieur brut
PPP	Partenariat public-privé
UMOA	Union monétaire ouest-africaine
USD	Dollar des États-Unis d'Amérique

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

L'économie burkinabé a continué son expansion en 2024, en dépit de la persistance des défis sécuritaires, humanitaires et climatiques ; d'un contexte régional en mutation et d'une conjoncture internationale plutôt morose. Pour une croissance forte, inclusive et résiliente aux chocs, le pays s'est fixé comme objectifs de diversifier l'économie, développer les chaînes de valeur locale, renforcer les infrastructures économiques de soutien à la croissance, développer le capital humain et promouvoir le secteur privé.

Le Burkina Faso est doté d'un potentiel considérable de différentes formes de capital pour le financement de son développement. A cet effet, le pays peut miser sur le développement des chaînes de valeur verticales et horizontales dans le secteur minier, la création d'un fonds souverain pour gérer les recettes minières, le développement de l'agro-industrie basée sur la transformation des produits agricoles locaux, la promotion des ressources humaines dans les agences clés (administrations fiscales et douanières, et le ministère des Mines) et le développement d'une stratégie de mobilisation des capitaux de la diaspora.

Les réformes légales et réglementaires d'optimisation de la mobilisation des capitaux par l'État consistent à accentuer la lutte contre la corruption et la fraude, améliorer l'accès de la population à la justice et l'application des décisions de la justice, renforcer le système judiciaire, améliorer le cadre juridique dans le secteur extractif et, renforcer les différents organes de contrôle de l'Etat.

INTRODUCTION GÉNÉRALE

L'économie burkinabé a montré une certaine résilience en dépit des défis multidimensionnels auxquels le pays fait face. Les indicateurs macroéconomiques sont globalement encourageants et les perspectives économiques restent favorables. Cependant, le secteur social demeure difficile, exacerbé par la persistance de l'insécurité et de la crise humanitaire qui en découle. La faible diversification de l'économie entraînant sa vulnérabilité face aux chocs, les défis climatiques et les difficultés et contraintes engendrées par l'environnement économique international plutôt morose et le contexte politique régional en mutation freinent également le développement du pays. Toutefois, le Burkina Faso dispose d'un potentiel considérable de capital (naturel, humain, productif, financier...), souvent peu-exploité ou peu valorisé dont la mise en valeur peut booster son développement. Avec la tendance globale à la baisse de l'Aide publique au développement et l'incertitude des investissements étrangers, la mobilisation et l'utilisation efficiente du capital détenu par le Burkina Faso pourrait contribuer à combler les besoins de financement nécessaires pour le développement endogène prôné par le Gouvernement.

Le Rapport pays 2025 de la Banque africaine de développement est intitulé « Tirer le meilleur parti du capital du Burkina Faso pour favoriser son développement ». Il se donne pour ambition de reproduire, au niveau des pays, les analyses effectuées au niveau continental dans le rapport principal des Perspectives économiques en Afrique (PEA) de 2025 de la Banque africaine de développement sur le même thème. Le rapport s'articule comme suit : le chapitre 1 présente la performance macroéconomique récente et les perspectives du Burkina Faso ; le chapitre 2 analyse comment stimuler la mobilisation et l'utilisation efficiente du capital domestique et ; le chapitre 3 analyse le rôle des Institutions, de la gouvernance économique et de l'État de droit pour permettre au Burkina Faso de tirer le meilleur parti du potentiel en capital du pays pour le développement. Chaque chapitre formule des recommandations stratégiques à l'attention du pays et des banques multilatérales de développement.

PERFORMANCES ET PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES

Messages-clés

- **L'économie de Burkina Faso a continué son expansion en 2024**, en dépit de la persistance des défis sécuritaires, humanitaires et climatiques, d'un contexte régional en mutation et d'une conjoncture internationale plutôt morose. Les indicateurs macroéconomiques s'améliorent mais la traduction de cette performance dans le secteur social tarde à se matérialiser de façon significative.
- **Les perspectives économiques sont positives**, mais restent tributaires de l'amélioration de la situation sécuritaire. Pour une croissance forte, inclusive et résiliente aux chocs, les recommandations concernent la diversification de l'économie, le développement des chaînes de valeur locales, le développement du capital humain, le renforcement des infrastructures économiques de soutien à la croissance et le développement du secteur privé.

1.1 Introduction

Ce chapitre présente les performances économiques récentes du Burkina Faso et propose des projections de croissance pour la période 2025-2026, avec les principaux facteurs de risque. Il évalue les tendances macroéconomiques, les politiques budgétaires, l'inflation, la dette publique et les flux financiers du pays avec l'extérieur. Il propose les politiques à envisager pour favoriser une croissance forte et résiliente, soutenir la transformation économique, et faire face aux chocs qui continuent de secouer l'économie du pays. Il donne un aperçu des liens existant entre les efforts de mobilisation des ressources intérieures et le déficit de financement du développement. L'analyse du développement social examine l'évolution d'indicateurs de la pauvreté, des inégalités et de l'emploi.

1.2 Performance en matière de croissance

L'économie burkinabé a poursuivi son expansion en 2024 avec un taux de croissance estimé à 5 % contre 3,0% en 2023. En 2024, le contexte du pays s'est caractérisé par la persistance des défis sécuritaires, associés à une crise humanitaire et le retrait du pays de la CEDEAO. Avec le renforcement des capacités militaires du pays, l'Etat a déclaré avoir contrôlé plus de 71% du territoire national, contre environ 40% en 2022, et avoir pu faire retourner 1014000 de personnes déplacées internes (PDI) dans leurs villages d'origine à fin 2024. En mars 2023 on recensait 2,06 millions de PDI selon les Autorités. La croissance économique est tirée par les secteurs de l'agriculture et tertiaire, en particulier le commerce et les services financiers. Le secteur agricole a enregistré un bond significatif sur la campagne 2024/2025, en raison d'une bonne pluviométrie et des soutiens majeurs du gouvernement et des partenaires au développement. La production de l'or continue d'être affectée par le contexte sécuritaire, bien qu'elle continue de contribuer à plus de 3/4 des recettes d'exportations du pays, soutenue par

l'envolée du prix de l'or sur le marché international. Du côté de la demande, la croissance économique est soutenue par la consommation finale et l'investissement. Le PIB par tête, après une évolution erratique entre 2020-2022, a progressé modestement avec une augmentation de 2,7% pour 2024.

1.3 Autres évolutions macroéconomiques et sociales récentes

1.3.1 Politique monétaire, inflation et taux de change

L'inflation annuelle a connu une hausse en 2024 et s'est établi à 4,2% par rapport à son niveau de 0,7% en 2023. Cette augmentation est portée par le renchérissement des produits alimentaires locaux, en raison de l'offre locale insuffisante de produits vivriers de la campagne agricole 2023/2024. Les prix ont commencé à baisser vers la fin de l'année 2024, avec le début de la récolte, jugée prometteuse, de la campagne agricole 2024/2025. La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a maintenu le principal taux directeur auquel elle prête ses ressources aux banques (3,50%) et le taux d'intérêt sur le guichet de prêt marginal (5,50%), décidés le 16 décembre 2023. La monnaie nationale, le FCFA, est arrimée à l'euro et ne connaît pas trop de fluctuation avec les autres devises en 2024.

1.3.2 Secteur financier

Le système bancaire est globalement stable et rentable. Le crédit à l'économie par rapport au PIB a reculé de 33,7% du PIB en 2023 à 30,1% en 2024. La part de l'actionnariat public dans le capital des établissements de crédit a augmenté, passant de 15,9% en 2019 à 22,0% en 2023. Cette évolution s'explique par des prises de participations majoritaires dans le capital de certains établissements en difficulté ou à l'entrée de nouveaux acteurs dans l'écosystème. Le ratio moyen de solvabilité était de 14,2% en 2023 pour

le Burkina Faso, contre 14,1% pour l'UMOA ; le seuil minimum règlementaire étant 11,5%. Les créances en souffrances brutes se sont dégradées à 7,6% en 2023, contre 6,2% en 2022. Le coefficient de rentabilité a atteint 15,5% en 2023 contre 16,6% en 2022.

1.3.3 Politique budgétaire et dette publique

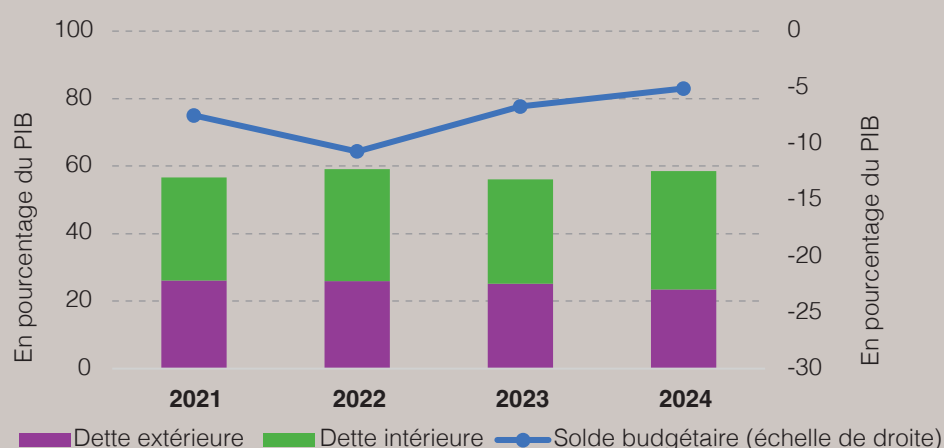
Les finances publiques restent sous pression. En dépit de l'amélioration des recettes publiques - avec le taux de pression fiscale de 18,8% du PIB en 2024 contre 17,8% en 2023-, l'importance des dépenses sécuritaires et humanitaires continuent d'affecter le budget de l'État. En 2024, la part du budget consacrée à la défense est estimée à 29,5 % contre 28,4 % en 2023. Malgré l'amenuisement des dons, le déficit budgétaire a reculé, passant de 6,7% du PIB en 2023 à 5,6% en 2024. Le déficit budgétaire a été financé principalement par les émissions de titres publics sur le marché financier régional. Par ailleurs, l'endettement public reste viable et le risque de surendettement est modéré. L'encours de la dette publique au Burkina Faso est estimé à 58,4% du PIB en 2024, contre 55,6% du PIB en 2023, restant inférieur au seuil communautaire de 70 %. La composition de la dette publique s'oriente plutôt vers la

prédominance de la dette intérieure (59,6% de la dette totale en 2024), en lien avec le recours accru au marché financier régional pour financer les déficits publics. Toutefois, cette dette intérieure est onéreuse car les rendements moyens sont élevés (en moyenne 5,7%) et environ 81% du paiement effectué pour les services de la dette concernent la dette intérieure.

1.3.4 Position extérieure – Flux financiers extérieurs

Le déficit des transactions courantes s'est amélioré en 2024 après s'être détérioré au cours de ces dernières années, en raison de la dégradation de la balance des biens et services et la baisse des transferts courants reçus. Le déficit a été estimé à 3,5% du PIB en 2024 contre 4,9% en 2023, une amélioration soutenue par l'envolée des prix de l'or sur le marché international, le principal produit d'exportation du pays, associée à la relative stabilité des prix à l'importation. Depuis 2023, le Burkina Faso est aussi sous-programme avec le FMI et bénéficie des appuis à la balance des paiements pour soutenir l'équilibre extérieur. Parallèlement, l'incertitude engendrée par le contexte politique a fait baisser les transferts reçus, y compris les dons, notamment les aides budgétaires des Partenaires

Figure 1: Évolution du solde budgétaire et de la dette publique du Burkina Faso



Source : Département statistique de la Banque africaine de développement, Autorités nationales. Avril 2025.

au Développement. La persistance de l'insécurité dissuade les investissements directs étrangers. Toutefois, les envois de fonds de la diaspora ont montré une relative stabilité. Les transferts nets de la diaspora s'élèvent à 220 millions d'USD en 2023.

1.3.5 Évolutions sociales

La situation humanitaire reste difficile au Burkina Faso. Le gouvernement continue d'apporter des assistances aux personnes déplacées internes (PDI), y compris ceux qui ont pu retourner dans leurs

localités d'origine. L'incidence de la pauvreté était de 43,2% en 2021 contre 41,4% en 2018, avec une augmentation plus marquée dans les régions affectées par l'insécurité. Les inégalités mesurées par l'indice de GINI ont reculé, passant de 0,386 en 2018 à 0,366 en 2021. Le taux de chômage national au sens du BIT s'est établi à 5,3%, avec une proportion de 8,5% pour les jeunes. Les emplois restent précaires avec un taux de sous-emploi de 26,6%. L'indice de développement humain reste faible à 0,459 (2023), classant le Burkina Faso au 186^{ème} sur 193 pays. L'espérance de vie à la naissance était estimée à 61,1 ans en 2023.

Encadré 1: Activités de mobilisation des ressources intérieures et déficit de financement du développement

Le Burkina Faso s'est engagé dans la consolidation budgétaire pour combler le déficit de financement de son développement. Au niveau de la mobilisation des recettes intérieures, les réformes comprennent la sensibilisation des contribuables pour le civisme fiscal, l'élargissement de l'assiette fiscale, la mise en œuvre du projet cadastre fiscal, la mise en œuvre de la facture normalisée et des télé-procédures et la lutte contre les fraudes. Au niveau des dépenses publiques, les réformes comprennent la rationalisation dans les coûts de fonctionnement de l'administration, la dématérialisation de la passation des marchés publics et l'amélioration de la transparence budgétaire. Au niveau des réformes structurelles, il s'agit notamment d'améliorer l'efficacité des entreprises publiques.

Tableau 1: Principaux indicateurs macroéconomiques et sociaux

	2020	2021	2022	2023	2024(e)	2025(p)	2026(p)
Taux de croissance du PIB (%)	2,0	6,9	1,8	3,0	5,0	5,7	6,8
Taux de croissance du PIB réel par habitant (%)	-0,6	4,5	-06	0,7	2,7	3,5	4,5
Inflation	1,9	3,9	14,1	0,7	4,2	2,6	2,3
Solde budgétaire (dons compris) (% PIB)	-5,2	-7,5	-10,7	-6,7	-5,6	-3,5	-3,2
Balance courante (% PIB)	-2,3	-0,4	-7,2	-4,9	-3,5	-1,1	-0,8

Source : Département des statistiques de la BAD. Juillet 2025

1.4 Perspectives et risques macroéconomiques

1.4.1 Perspectives

Les perspectives économiques sont positives, avec une croissance du PIB réel projetée à 5,7 % en 2025 et 6,8 % en 2026 ; et soutenue par l'augmentation de la production agricole et extractive. Elles restent tributaires de l'amélioration des conditions sécuritaires. L'inflation devrait atteindre 2,6 % sur 2025 en raison des perspectives des bonnes campagnes agricoles. Le déficit budgétaire devrait s'établir à 3,5 % du PIB en 2025, en raison de la hausse des recettes publiques et un meilleur contrôle des dépenses publiques. Le déficit du compte courant devrait s'améliorer (1,1 % du PIB en 2025), grâce à l'augmentation de recettes d'exportations et la baisse des importations des denrées alimentaires.

1.4.2 Risques

Les risques comprennent une détérioration importante de la situation sécuritaire, des effets négatifs majeurs du changement climatique, des différends entre les groupements régionaux dans l'Afrique de l'Ouest et la baisse importante de l'aide au développement. Le pays est non concerné par la hausse des tarifs américains mais pourrait être affecté par la baisse des prix des matières premières (coton). Pour atténuer ces risques, le pays devrait poursuivre la sécurisation du territoire tout en consolidant la cohésion sociale ; adopter une stratégie de diversification des exportations ; promouvoir la transformation des produits locaux ; renforcer l'adaptation au changement climatique (adoption d'une agriculture durable) et ; raffermir les relations économiques avec les pays voisins.

1.5. Politiques à envisager pour accélérer le développement économique et social du Burkina Faso

Dans le court terme, la politique de développement devrait être axée sur la relance des principaux moteurs de la croissance économique, le soutien à la stabilité macroéconomique et la mise en place d'une base de la transformation économique :

- améliorer la situation sécuritaire et renforcer la cohésion sociale,
- poursuivre la consolidation budgétaire,
- réduire les flux illicites dans le secteur minier,
- améliorer le climat des affaires pour attirer les investissements directs étrangers (IDE) et,
- améliorer l'accès à l'éducation et aux services de santé, notamment pour les PDI et ceux qui sont retournés dans leurs localités d'origine.

Dans le moyen et long terme, la politique de développement vise une accélération de la transformation structurelle de l'économie :

- diversifier l'économie à travers la promotion du secteur manufacturier,
- développer les chaînes de valeur locales plus particulièrement dans le secteur agricole,
- renforcer les infrastructures économiques de soutien à la croissance, pour réduire les coûts de l'énergie et des transports,
- accélérer la mise en œuvre du programme « éducation de qualité pour tous » et l'opérationnalisation du Régime d'Assurance Maladie Universelle,
- développer un mécanisme de financement au secteur privé, en particulier les petites et moyennes entreprises (PME).

Les politiques de développement devraient être financées en grande partie par des ressources domestiques pour une meilleure mise en œuvre.

STIMULER LA MOBILISATION ET L'UTILISATION EFFICIENTE DU CAPITAL DOMESTIQUE

Messages-clés

- **En 2024, la Banque africaine de développement a estimé que le Burkina Faso devrait augmenter ses recettes fiscales de 19 points de pourcentage pour pouvoir combler son déficit de financement**, afin d'assurer sa transformation structurelle à l'horizon 2030. La progression significative des recettes fiscales de ces dernières années pourrait être complétée par les ressources générées par la mobilisation et l'utilisation efficiente du capital domestique du pays. Le Burkina Faso dispose d'un potentiel considérable de capital (naturel, humain, productif, financier...), souvent non-exploité, peu-exploité ou peu valorisé, pouvant être mobilisé pour répondre à ses aspirations en matière de développement.
- **Les politiques proposées dans la mobilisation du capital, en vue d'atténuer le gap de financement de développement de Burkina Faso visant à :** améliorer la productivité agricole et promouvoir l'agro-industrie, renforcer les mécanismes de recouvrement des revenus miniers et la lutte contre les flux financiers illicites, développer les chaînes de valeur verticales et horizontales dans le secteur minier, créer un fonds souverain pour gérer les recettes minières, améliorer l'accès à l'éducation et à la formation technique et professionnelle et de l'accès aux services de santé de qualité, développer les ressources humaines dans les agences clés (administrations fiscales et douanières, et le ministère des Mines), développer un mécanisme de financement du secteur privé et une stratégie de mobilisation des capitaux de la diaspora.

2.1 Introduction

Cette section présente les contraintes de financement qui pèsent sur le Burkina Faso du point de vue de la mobilisation des ressources intérieures, de l'efficacité des dépenses et de la viabilité de la dette. Elle évalue les ressources budgétaires et recense les principales formes de capital – capital naturel, capital humain, marché financier intérieur et capital des entreprises – dont dispose le Burkina Faso – afin de retracer leur utilisation, leur efficacité et les lacunes qu'elles présentent. La section identifie également les stratégies pour mobiliser et valoriser ces ressources plus efficacement pour soutenir la croissance future, la transformation structurelle et le développement durable.

2.2 Mobilisation des ressources budgétaires

2.2.1 Besoins de financement de Burkina Faso

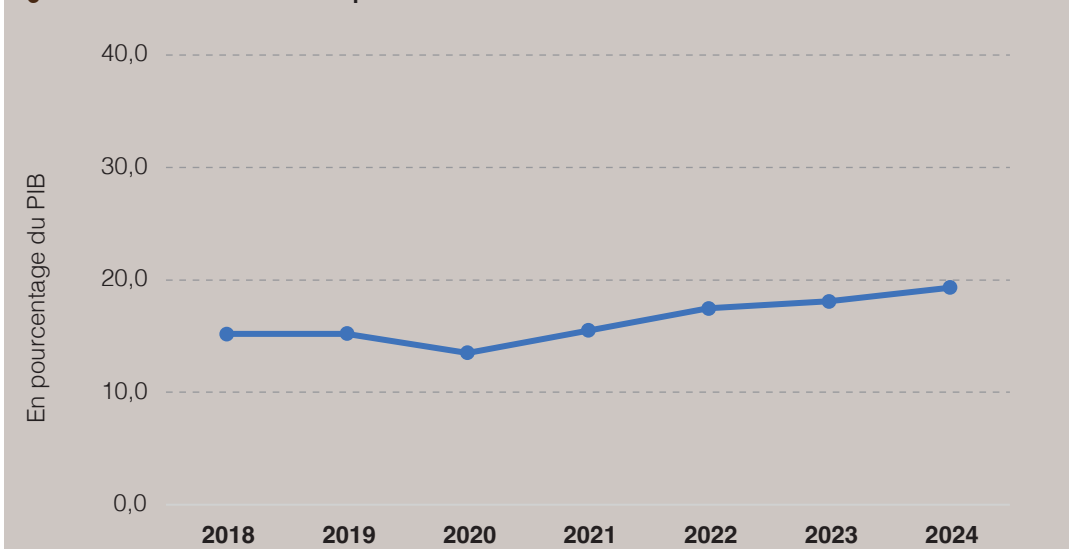
En 2024, la Banque africaine de développement a estimé que le Burkina Faso aurait besoin de 5,1 milliards d'USD par an jusqu'en 2030 (soit 19,3 % du PIB prévu pour 2024) pour accélérer

son processus de transformation structurelle. Dans cette perspective, en utilisant l'échéance de l'Agenda 2063 comme référence, les besoins de financement annuels sont réduits à 0,9 milliard d'USD (soit 3,4 % du PIB prévu pour 2024). Le pays devrait augmenter ses recettes fiscales de 19 points de pourcentage (respectivement 3,4 points de pourcentage), pour pouvoir combler son déficit de financement afin d'assurer sa transformation structurelle en 2030 (respectivement 2063). Les déficits budgétaires sont élevés mais ont montré une tendance d'amélioration.

2.2.2 Recettes fiscales

Pour 2023, les recettes fiscales représentent 88% des recettes totales, la moitié portant sur les taxes sur les biens et services, dont la TVA et le tiers sur les revenus et bénéfices. Le taux de pression fiscale a atteint 17,8% du PIB en 2023 contre 15,4% en 2021, contre un objectif communautaire de 20%. Pour 2024, le ratio est estimé à 18,8% du PIB. Les réformes visant à accroître les recettes fiscales comprennent la sensibilisation pour le civisme fiscal, l'élargissement de l'assiette, la modernisation de l'administration fiscale et la lutte contre les fraudes. Les dons reçus continuent de se contracter passant de 2,1% du PIB en 2021 à 1,7% en 2023.

Figure 2: Evolution du taux de pression fiscale du Burkina Faso de 2018 à 2024



Source : Ministère de l'Economie et des Finances. Burkina Faso.

2.2.3 Recettes non fiscales

En 2023, les recettes non fiscales ont assuré 12% des recettes totales et proviennent de quatre sources principales : les frais administratifs, les amendes et pénalités, les produits financiers et les autres recettes non fiscales. Toutefois, les frais administratifs représentent la part la plus importante. Par rapport au PIB, les recettes non fiscales ont représenté 2,4% du PIB en 2023 contre 2,0% en 2022. La progression de 2023 s'explique particulièrement par l'apport du Fonds de soutien patriotique (FSP), une ressource obtenue, grâce aux contributions volontaires, aux taxes sur certains produits spécifiques et au prélèvement obligatoire de 1% des salaires nets, destinée à soutenir les Volontaires pour la défense de la patrie.

2.2.4 Mobilisation des ressources domestiques et efficacité des dépenses

Les dépenses totales demeurent élevées en dépit d'une baisse en 2023 par rapport en 2022 (de 32,6% à 28,9% du PIB), en raison d'une réduction des subventions sur les hydrocarbures et la non-reconduction de la subvention aux coton-culteurs. La part des dépenses courantes reste prépondérante (61,6% des dépenses totales) en dépit des importants besoins en infrastructure du pays. Environ la moitié des dépenses courantes sont allouées aux paiements des salaires, contre une norme communautaire de 35% et 13,1% pour les paiements des intérêts dus, essentiellement des dettes intérieures. Environ 2/3 des dépenses en capital sont financés par les ressources propres et plus de la moitié des ressources extérieures utilisés sont des prêts.

2.3 Capital naturel du Burkina Faso

2.3.1 Aperçu du capital naturel du Burkina Faso

Les ressources naturelles renouvelables du pays comprennent les eaux de surface (environ 200000

ha) et souterraines, les terres agricoles (9 millions d'ha dont 1/3 cultivée), des forêts (1/5 du territoire), des pâturages pour l'élevage, et les ressources halieutiques (20000 tonnes par an). Les ressources naturelles non-renouvelables sont les réserves en ressources minérales (l'or, le zinc, le cuivre, le manganèse ...), globalement sous-exploitées à l'exception de l'or. Le pays est également doté d'un énorme potentiel d'énergie solaire (4 à 6 KWh/m²/jour), dont son exploitation progresse en dépit du coût élevé des équipements. Le tableau 2 présente l'évolution de la valeur globale et par habitant du capital naturel du Burkina Faso (1995 et 2018).

2.3.2 Contribution économique du capital naturel du Burkina Faso

Le secteur primaire, composé de l'agriculture, de l'élevage et de sylviculture, a contribué à hauteur de 16,3% à la formation du PIB en 2023. Au niveau des ressources non-renouvelables, notamment le secteur des mines et des carrières, sa contribution au PIB est estimée à 14,8% en 2023 (13,1% en 2024) et sa part contributive dans les recettes d'exportations totales a atteint 79,9%, dont presque la totalité venant de l'exportation de l'or. Le secteur des mines et des carrières a généré environ 21,2% des recettes budgétaires totales en 2023. Globalement, le pays a réalisé des progrès dans la transparence des industries extractives, en dépit des bénéfices limités reçus des communautés locales.

2.3.3 Estimation et dynamique du capital naturel

La valeur du capital naturel de Burkina Faso était d'environ 50,8 milliards d'USD en 2018 contre 33,2 milliards d'USD en 1995. Bien que la valeur du capital naturel ait augmenté au fil des années, sa valeur par habitant avait diminué, passant de 3288 USD en 1995 à 2571 USD en 2020, en raison du taux d'accroissement plus rapide de la population, comparé au taux de valorisation du capital naturel. Toutefois, il est important de mentionner que cette diminution avait touché

Tableau 2: Décomposition du capital naturel du Burkina Faso

	Ensemble (en millions d'USD)			Par habitant (en USD)		
	1995	2018	Variation	1995	2018	Variation
Capital naturel	33 172	50 788	53%	3 288	2571	-22%
Ressources renouvelables	33 046	46 036	39%	3275	2331	-29%
Dont Terres arables	8 705	13 290	53%	863	673	-22%
Forêts	8 604	13 327	55%	853	675	-21%
Services écosystèmes	5 617	6533	16%	557	331	-41%
Aires protégées	3 951	5 217	32%	392	264	33%
Pâturages	6 169	7 667	24%	611	388	-37%
Ressources non-renouvelables	126	4 752	3674%	12	241	1828%
Métaux et minéraux	126	4 752	3674%	12	241	1828%

Source : Rapport pays 2023 - Burkina Faso. Banque Africaine de Développement.

surtout toutes les composantes des ressources renouvelables, contrairement aux ressources non-renouvelables qui ont enregistré un bond de leur valeur sur la période sous-revue, avec le développement de l'extraction de l'or.

2.3.4 Tirer parti du capital naturel du Burkina Faso

Le Burkina Faso est en cours de procéder à un rebasage de ses comptes nationaux pour l'année de base 2022 mais n'a pas encore pris en compte les ressources naturelles. Les analyses de la Banque ont souligné qu'en matière de crédit carbone, le Burkina Faso devrait recevoir un montant estimé à 4,13 milliards d'USD par an sur la période 2022-2050, à titre de compensation pour les effets des changements climatiques, en vertu du principe de « responsabilités communes mais différenciées » tenant compte des dommages climatiques historiques. Les fraudes dans le secteur minier ont montré qu'entre 9 et 22 tonnes d'or, notamment les productions artisanales sortent illégalement du territoire national chaque année.

2.4. Capital d'entreprises du Burkina Faso

2.4.1 Paysage du capital d'entreprises du Burkina Faso

Le paysage des entreprises burkinabés est dominé par les PME. Près de 90% des unités de production opèrent dans le secteur informel. La plupart des entreprises burkinabé se recensent dans les secteurs de commerce et des services. Les entreprises publiques restent présentes dans des secteurs stratégiques (électricité, eau, banque...) et leur nombre continue à augmenter ces dernières années, en raison de la volonté du gouvernement d'affirmer sa souveraineté sur certains secteurs. Les entreprises internationales se concentrent surtout dans les secteurs miniers et de télécommunication. Les secteurs secondaires et des services dans lesquels évoluent les entreprises génèrent en moyenne plus de 70% du PIB. Toutefois, les industries extractives dominent en termes de contribution à l'économie nationale, notamment la contribution aux recettes fiscales.

2.4.2 Indicateur du capital des entreprises

A fin 2022, le Burkina Faso disposait de 148644 entreprises formelles en activité, disposant des Identifiants financiers uniques (IFU) actifs au niveau de la Direction Générale des Impôts (DGI). Plus de 80% de ces entreprises formelles étaient classées comme des microentreprises. La densité d'entreprises est estimée à 7 entreprises formelles pour 1000 habitants. Par jour, environ 60 entreprises sont créées dont 80% dans les deux principales villes, Ouagadougou et Bobo-Dioulasso. Les secteurs d'activité des nouvelles entreprises créées demeurent le commerce et les services. Cependant, la part des entreprises personnes morales ont augmenté ces dernières années au détriment des entreprises personnelles. Trois entreprises burkinabè sont cotées à la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) d'Abidjan, avec une capitalisation globale d'environ 600 milliards FCFA.

2.4.3. Défis et opportunités pour améliorer le capital des entreprises au Burkina Faso

Le climat des affaires reste affecté par les menaces sécuritaires. Le défi sécuritaire alimente l'incertitude et dissuade les investissements. Le déficit infrastructurel est également parmi les obstacles à la croissance des entreprises. En effet, le prix élevé de l'électricité (0,203 USD par KWh contre 0,132 USD pour la Côte d'Ivoire) et le faible taux d'accès (26,3% en 2023) ralentissent l'expansion des entreprises et nuisent à leur compétitivité. Le surcoût engendré par l'enclavement du pays et le mauvais état des routes et la faible utilisation des Technologies de l'Information et de Communication (TIC) ralentissent également cette expansion. L'accès au financement, en particulier pour les PME, est restreint par des exigences bancaires en termes de garanties de prêts. Toutefois, les opportunités concernant, entre autres, la dématérialisation

du service public aux entreprises, le nouveau code minier qui prévoit l'ouverture du capital des entreprises minières aux nationaux avec l'augmentation du contenu local ; l'existence d'un cadre de concertation permanent entre l'État et le secteur privé, et la loi 010-2023/ALT portant institutions de mesures d'incitations fiscales et douanières au profit des PME.

2.5 Capital humain du Burkina Faso

2.5.1 État actuel du capital humain au Burkina Faso

Le Burkina Faso est classé dans la catégorie des pays à développement humain faible, illustré par son rang de 186ième sur 193 pays, dans le rapport 2025 du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sur l'indice de développement humain (IDH). Près de la moitié de la population sont sans instruction (55,1% pour les femmes et 45% pour les hommes) et la durée moyenne de scolarisation est estimée à 2,3 années. Le taux d'achèvement du primaire s'élève à 54,6%, dont 9% dans la région du Sahel, à fort défis sécuritaires. L'espérance de vie à la naissance s'élève à 61,1 ans, contre une moyenne de 60,6 ans pour l'Afrique sub-saharienne. Le taux de mortalité infantile s'est amélioré, passant de 65 pour 1000 naissances vivantes en 2010 à 30 pour 1000 naissances en 2021, tout comme le taux de mortalité liée à la grossesse, de 341 pour 100000 naissances vivantes en 2010 à 232 pour 100000 en 2021. Le taux de chômage national au sens du BIT (Bureau International du Travail) s'est établi à 5,3%, avec un taux de 8,5% pour les jeunes de 16-24 ans. Cependant, le sous-emploi reste élevé (26,6%). Le gouvernement a la volonté de promouvoir le capital humain. Dans la Loi des Finances Initiales (LFI) 2025, le capital humain est parmi les priorités stratégiques avec près de 40 % des dépenses allouées.

Tableau 3: Indicateurs clés de l'éducation, de la santé et de la main-d'œuvre au Burkina Faso

Indicateurs	Niveau
Durée moyenne de scolarisation	2,3 ans (2022)
Taux d'achèvement du primaire	54,6% (2022)
Espérance de vie à la naissance	61,1 ans (2023)
Taux de mortalité infantile	30 pour 1000 naissances vivantes (2021)
Taux de mortalité liée à la grossesse	232 pour 100000 naissances vivantes (2021)
Taux de chômage national au sens du BIT	5,3% (2021)
Taux du sous-emploi	26,6% (2021)

Source : Rapport PNUD (2025), INSD, Annuaire statistique du ministère de l'Éducation nationale de Burkina Faso

2.5.2 Principaux obstacles au développement du capital humain de Burkina Faso

L'insécurité entraîne la fermeture des structures éducatives et sanitaires et décourage les personnels à servir les régions en proie aux défis sécuritaires. La pauvreté limite la couverture relative aux structures éducatives et sanitaires, la qualité des offres et, la compétence des professionnels. La faiblesse de la gouvernance empêche le cycle positif où une meilleure gouvernance favorise l'investissement en éducation, qui à son tour renforce la gouvernance. Les frais de santé et de l'éducation dissuadent les pauvres, notamment ceux dans l'informel. L'inadéquation formation/emploi est corrélée avec la faible fréquentation de l'enseignement technique et professionnel. Les inégalités de genre, du milieu de résidence et du niveau d'instruction du chef de famille, demeurent des défis.

2.5.3 Investir dans l'éducation et le développement des compétences

En dépit du résultat mitigé de son système éducatif, le Burkina Faso considère l'éducation comme un levier essentiel pour le développement. Le secteur de l'éducation dispose de l'allocation la plus élevée (28,34%) dans la LFI 2025. Plusieurs référentiels concourent dans cette amélioration du système éducatif, dont le Plan Sectoriel de l'Éducation et de Formation (2017-2030) et l'Initiative présidentielle pour une éducation de qualité pour tous (2024-2029). Les réformes en cours comprennent la promotion de l'enseignement technique et professionnel et agricole, l'introduction de la langue anglaise dès le CE1, la promotion de l'instruction civique, l'introduction des TIC, et l'ouverture et la délocalisation de certaines structures éducatives dans des zones à fortes défis sécuritaires.

Encadré 2: Les jardins scolaires, une action de résilience au Burkina Faso

La mise en place des jardins scolaires a pris de l'ampleur, surtout depuis la crise engendrée par l'insécurité et les PDI. En effet, l'approvisionnement des cantines scolaires est devenu difficile et l'insécurité alimentaire touche les élèves. La promotion des cantines endogènes, via la mise en place de jardins scolaires, constitue une action de résilience visant à garder les élèves à l'école et à promouvoir l'éducation. Les récoltes servent non seulement à enrichir la cantine scolaire mais aussi permettent aux enseignants de concrétiser les leçons liées à l'agriculture. Le gouvernement et les PTFs, dont la Banque, continuent d'apporter leurs appuis dans la mise en œuvre de cette action, considérée comme de bonnes pratiques.

2.5.4 La santé comme pilier du développement du capital humain

Assurer l'accès universel aux services de santé de qualité des burkinabè est un objectif du gouvernement. Plusieurs référentiels ont été élaborés, entre autres, la Politique sectorielle santé 2018-2027 et l'Initiative présidentielle pour la santé, en vue d'améliorer les offres de santé et l'accessibilité des Burkinabè aux soins, notamment dans les zones rurales. Des réformes ont été engagées dont l'allocation de 12% du budget de l'État au ministère de la santé, l'amélioration de l'offre de santé, l'ouverture des structures de santé fermées en raison de l'insécurité et l'opérationnalisation du Régime d'Assurance Maladie Universelle, au profit de tous les salariés (publics ou privés), les indépendants (formels ou informels), les retraités et les personnes indigentes.

2.6. Capital financier

2.6.1 Paysage du capital financier

L'épargne domestique brute est évaluée à 15,4% du PIB en 2023. Le secteur financier burkinabè est dominé par le secteur bancaire composé de 16 banques et 4 établissements financiers à caractère bancaire. A fin 2023, le total de bilan du système bancaire a atteint 9111 milliards FCFA. La part de l'actionnariat public dans le capital des établissements de crédit est passée de 15,9% en 2019 à 22,0% en 2023. Le pays compte 16 sociétés d'assurances dont 7 assurances vie et 9 non-vie avec un chiffre d'affaires de 158 milliards FCFA. Le nombre des services financiers décentralisés a s'élevait à 124 avec un encours d'épargne de 409,0 milliards FCFA. Les autres composantes sont les Fonds nationaux de financement, les Émetteurs de monnaie électronique, les Caisses de prévoyance sociale et les Technologies financières. Le pays compte sur le marché financier régional pour sa recherche

de financement, à travers les émissions de titres publics. L'accès aux marchés des capitaux se fait à travers la Bourse Régionales des valeurs mobilières (BRVM) à Abidjan, dont trois entreprises burkinabè y sont cotées. D'autres flux financiers proviennent des (i) Investissements directs étrangers (IDE) sous forme de capitaux propres ou instrument de dette, (ii) des investissements de portefeuille (iii) autres investissements, notamment les autres titres de participation et (iv) les transferts de la diaspora.

2.6.2 État du développement financier

L'analyse du développement financier est appréciée à partir de l'indice composite de développement financier du FMI, basé sur la profondeur, l'accès et l'efficacité des institutions financières et des marchés financiers. Faute de marché financier local, l'analyse pour le Burkina Faso se limite au niveau des institutions financières. L'indice varie entre 0 (faible développement) et 1 (développement le plus élevé possible). En termes de développement financier, l'indice global de développement des Institutions financières pour le Burkina Faso a progressé en moyenne de 0,10 à 0,12 de la période 2010-2015 à 2016-2021. L'indice global était en deçà de celui de la Côte d'Ivoire qui s'établit à 0,15 sur la période 2016-2021, mais il se trouve au même niveau que le Sénégal sur la même période. L'indice sur l'accès, même en progressant, reste très faible, montrant les difficultés des citoyens et des entreprises à accéder aux services financiers. De même, l'indice sur la profondeur, passant de 0,06 à 0,09 signifie la taille et l'importance modérées du secteur financier par rapport à l'économie globale. Toutefois, l'indice sur l'efficacité était élevé, reflétant les gains relativement importants des institutions financières au Burkina Faso, en matière de prestation de services et d'intermédiation ; un niveau dépassant même la moyenne africaine (0,49) sur la période 2016-2021.

Tableau 4: Indicateurs de développement du secteur financier

Période	2010-2015	2016-2021
Indice global de développement des Institutions financières	0,10	0,12
Accès	0,04	0,06
Profondeur	0,06	0,09
Efficacité	0,6	0,6

Source : FMI

2.6.3 Mobilisation des ressources financières pour le développement du Burkina Faso

Le secteur bancaire burkinabé peut disposer des ressources financières potentiellement mobilisables, avec un total de bilan de 73% du PIB et un actionnariat globalement national, (40,7% privé et 22% public). D'autres ressources concernent les services financiers décentralisés avec un encours d'épargne de 409,0 milliards FCFA, les assurances avec un chiffre d'affaires de 158 milliards de FCFA dont 70 milliards FCFA pour l'assurance-vie, les Caisses de prévoyance sociale avec des cotisations recouvrées de 233,27 milliards FCFA, les différents Fonds nationaux de financement avec un encours de crédit de 41,65 milliards FCFA et les technologies financières. La mobilisation de l'épargne nationale et sous régionale, à travers l'émission des titres publics au marché financier régional ou le financement des entreprises burkinabé cotées à la BRVM, permet également de se procurer des financements pour financer les besoins de trésorerie ou les investissements structurants. En 2023, le pays a pu lever 893,93 milliards FCFA, dont les 3/4 sont des obligations de maturité de 3 à 10 ans avec un taux de couverture de 125,8%. Par ailleurs, la réduction des flux financiers illicites dans l'exploitation de l'or, estimés à 2770 milliards FCFA sur la période 2012-2021, sont parmi les ressources sur lesquelles le pays peut miser pour le financement de développement.

2.6.4 Ressources financières extérieures pour le développement de Burkina Faso

Sur la période 2021-2023, l'Aide Publique au Développement (APD) moyenne reçue par le Burkina Faso s'élève à 10,7% du PIB, dont les 2/3 sont des prêts. Les évolutions récentes montrent la tendance à la baisse de cette source de financement. D'autres flux financiers des PTFs proviennent des financements au secteur privé national, sous forme de fonds de garantie ou des financements directs ; ainsi que leurs coopérations avec les collectivités territoriales. L'endettement extérieur est une opportunité de mobilisation des financements de développement, dans la mesure où le risque de surendettement du pays reste modéré et la dette publique viable. La mise en œuvre des programmes avec le FMI permet aussi de bénéficier des appuis financiers, en particulier pour résoudre les problèmes de balance des paiements. Les potentiels de financement des donateurs émergents (Chine, Inde...) méritent d'être approfondis. Les Investissements directs étrangers (IDE) et les investissements de portefeuille sont des sources de financements non créateurs d'endettement public. Le secteur minier, notamment l'extraction de l'or, pourrait attirer plus d'IDE, si la situation sécuritaire s'améliore. Le développement du partenariat public-privé (PPP) est également une opportunité pour attirer des ressources extérieures dans le financement des infrastructures. Les envois des fonds nets de la diaspora sont globalement stables et s'élèvent à 220 millions d'USD en 2023.

2.6.5 Financements innovants

L'utilisation des financements innovants est relativement récente au Burkina Faso et sa mobilisation n'est pas encore à une vitesse de croisière. Le secteur du Capital-risque peine à décoller avec quelques opérateurs mais révèle un réel potentiel. Concernant le crowdfunding, un intérêt existe au niveau national mais très peu d'initiatives ont pu se concrétiser.

On dénombre 15 technologies financières (fintech) déclarées au Burkina Faso selon la BCEAO (2020). Elles sont actives principalement dans quatre domaines à savoir les incubateurs et accélérateurs de start up, les intégrateurs de système d'informations, les agrégateurs de solutions numériques et les fournisseurs de plateformes numériques.

Certaines banques financent des projets climatiques dans divers domaines et certaines sociétés d'assurance, interviennent dans le domaine du climat en œuvrant à protéger le producteur, contre les risques de pertes de rendement de sa récolte, à la suite d'une sécheresse. Dans le souci de permettre une mobilisation plus accrue des financements climatiques en général et des ressources du Fonds Vert pour le Climat (FVC), en particulier, le pays a désigné deux (02) institutions nationales pour être accréditées auprès du FVC. Le Burkina Faso a bénéficié aussi des fonds fiduciaires ou encore des programmes verticaux. On peut citer le cas du Fonds Mondial, le Fonds Gavi, le Fonds Climat, le Partenariat Mondial pour l'Éducation. Une remobilisation des PTF s'avère cruciale pour soutenir la politique nationale de développement.

2.7 Recommandations

Les mesures proposées à court terme pour valoriser les différentes formes de capital de Burkina Faso visent à :

- améliorer la productivité dans le secteur agricole.
- renforcer l'efficacité des mécanismes de recouvrement des revenus miniers et la lutte contre les flux financiers illicites.
- améliorer l'accès à l'éducation et à la formation technique et professionnelle et de l'accès aux services de santé de qualité, pour renforcer les compétences et la productivité de la main-d'œuvre.
- augmenter les fonds de garanties ou autres moyens de financement pour soutenir les PME.
- Étendre progressivement la gratuité de l'enseignement secondaire et supérieur pour les filles, accompagnée de bourses ciblées dans les filières techniques et scientifiques.

À moyen et long terme

- développer les chaînes de valeur verticales et horizontales pour accroître la valeur ajoutée dans l'exploitation minière.
- promouvoir le secteur de l'agro-industrie basée sur la transformation des produits agricoles locaux.
- développer des ressources humaines dans les agences clés (administrations fiscales et douanières, et le ministère des Mines).
- créer un fonds souverain pour gérer les recettes minières, afin d'éviter de voir se multiplier les projets à vocation sociales au détriment des projets structurant favorisant la diversification du tissu économique local.
- développer une stratégie de mobilisation des capitaux de la diaspora via l'émission d'obligations dédiées au financement du développement durable.

TIRER PARTI DU POTENTIEL EN CAPITAL DU BURKINA FASO POUR LE DÉVELOPPEMENT : LE RÔLE DES INSTITUTIONS, DE LA GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE ET DE L'ÉTAT DE DROIT

Messages-clés

- Les dispositifs institutionnels et réglementaires dans la gestion des différentes formes de capital de Burkina Faso ont globalement montré leurs limites, nécessitant des réformes régulières pour s'adapter aux évolutions du contexte national et international. Les défis de la gouvernance se sont accrus, illustrés par la persistance de la corruption, la fraude et l'incivisme fiscal, l'augmentation du nombre des conflits fonciers, la persistance des flux financiers illicites, et la présence des obstacles réglementaires — bureaucratie, régimes fiscaux, réglementations douanières et commerciales. Les indicateurs de l'Etat de droit et de la liberté économique sont en baisse. Des mesures ont été prises et des réformes sont en cours pour remédier à cette situation.
- D'autres réformes sont proposées pour améliorer à la gestion et l'utilisation des différentes formes de capital pour qu'elles puissent contribuer dans la mobilisation des ressources de développement. Il s'agit, entre autres, d'accentuer la lutte contre la corruption et la fraude, de renforcer le système judiciaire, l'accès de la population à la justice et l'application de la décision de la justice, renforcer le cadre juridique dans le secteur extractif afin de mieux encadrer les contrats et maximiser les bénéfices pour le pays (l'« African Legal Support Facility (ALSF) » de la Banque, pourrait accompagner le Burkina Faso), augmenter les ressources financières et humaines dans la gestion forestière et, renforcer les différents organes de contrôle de l'Etat.

3.1 Introduction

La base de capital d'un pays est essentielle à son développement économique. Le Burkina Faso dispose d'un niveau considérable de capital naturel, humain, commercial/produit et financier pour réaliser ses aspirations en matière de développement. Ce chapitre explore l'influence de la qualité des institutions, de la gouvernance et de l'État de droit sur la capacité du Burkina Faso à mobiliser son capital, pour promouvoir le développement durable et favoriser la transformation structurelle. Il examine les réformes en cours pour enrayer les inefficacités et recense les stratégies réalisables et évolutives que le pays peut mettre en œuvre en vue d'utiliser efficacement ses actifs en capital et les optimiser au service du développement économique.

3.2. Dispositif institutionnel pour la gestion et l'utilisation des différentes formes de capital

Au Burkina Faso, le dispositif institutionnel de gestion des finances publiques est structuré autour de plusieurs organes clés, incluant le Ministère en charge des Finances, le Comité National de la Dette Publique (CNDP), l'Inspection générale des finances, l'Autorité de lutte contre la corruption, et la Cour des Comptes, qui assurent l'élaboration, l'exécution et le contrôle des finances publiques. La gestion des finances publiques est régie par plusieurs textes, incluant la loi portant code de transparence dans la gestion des finances publiques (008-2013/AN) et la loi de finances pour l'exécution du budget de l'État.

La gestion du foncier est régie par plusieurs lois et documents politiques, avec des superpositions de droits (coutumier et législatif) et des acteurs (Etat, Collectivités territoriales (CT) et particulier). L'Autorité nationale de coordination du foncier (ANCF) a été créée en 2024 pour soutenir la réforme foncière et agraire. Placée sous la tutelle de la Présidence du Faso, l'ANCF a pour mission principale de coordonner la gestion de la chaîne domaniale, foncière et cadastrale du pays. Cette

nouvelle structure vise à renforcer la transparence et la fiabilité des actes domaniaux, à travers notamment la digitalisation des procédures.

La gestion des forêts et de la faune au Burkina Faso repose sur un certain nombre d'acteurs, de lois et de stratégies. L'Etat à travers le ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement est le garant institutionnel de la préservation des ressources forestières et fauniques, avec les acteurs comme les CT. Les lois comprennent entre autres le code forestier et le code de l'environnement et les politiques et stratégies sont composés, entre autres, du Programme National de Gestion des Ressources Forestières et Fauniques, de la stratégie nationale REDD+ (Réduire de 50% la Déforestation et la Dégradation des forêts d'ici 2030), et le programme d'investissement forestier (PIF).

S'agissant du secteur minier, le cadre institutionnel comprend le ministère en charge des Mines et des Carrières et les organes de promotion et de régulation du secteur. Le pays a adopté le nouveau Code minier (016-2024/ALT) régissant l'ensemble des opérations liées à la prospection, à la recherche, à l'exploitation et à la commercialisation des substances minérales et qui vise à augmenter les revenus de l'exploitation minière. Le Burkina Faso s'est doté également de la loi (017-2024/ALT) relative au contenu local dans le secteur minier dans l'objectif de la promotion des acteurs économiques burkinabè intervenant dans le secteur.

La réglementation du secteur financier au Burkina Faso est assurée par un ensemble d'institutions régionales et nationales. Beaucoup de lois et de règlements sont formulés au niveau régional de l'UEMOA mais doivent être mis en œuvre au niveau national, ce qui nécessite parfois l'adoption de lois nationales. Les organes régionaux de réglementation sont la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), la Commission Bancaire de l'UMOA et la Commission Régionale de Contrôle des Assurances (CIMA). Au niveau national, les organismes de réglementation pour

les banques, les IFD et les assurances relèvent du ministère de l'Économie et des Finances.

Pour la promotion du secteur privé, le ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, qui est le ministère de tutelle, dispose d'une dizaine de structures d'accompagnement, dont le Chambre de commerce et d'industrie de Burkina Faso, l'Agence Burkinabè des Investissements et le Centre d'arbitrage de Médiation et de Conciliation de Ouagadougou. La loi (016-2017/AN) portant organisation de la concurrence définit les dispositions régissant la liberté des prix et la libre concurrence.

Par ailleurs, la décentralisation est ancrée dans la Constitution de 1991, qui reconnaît l'organisation du pays en collectivités territoriales (CT) et la participation de la population locale dans l'administration des CT. La loi n° 055-2004/AN portant code général des CT constitue le cadre de base. Les CT sont la région et la commune, et le pays dispose de 13 régions, 49 communes urbaines et 302 communes rurales. L'Etat transfère aux CT des domaines de compétences accompagnés des moyens et des ressources nécessaires. Les CT quant à elles, veillent à la mise en œuvre au niveau local des politiques nationales.

3.3. Défis de gouvernance dans la gestion des différentes formes de capital pour la mobilisation des ressources

Dans la gouvernance globale, l'Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique (IIAG) 2024 place le Burkina Faso au 24^e parmi les 54 nations africaines avec un score global de 51 sur 100. Cette performance dépasse la moyenne continentale de 49,3 mais en baisse par rapport au score de 58,2 enregistré en 2018 avec lequel le pays était au 13^e place sur les 54 pays africains. Cette baisse s'explique par la dégradation dans les catégories relatives à la « sécurité et Etat de droit » et « participation, droits et inclusion ». Dans l'indice de perception de la corruption de l'ONG Transparency international, le score du Burkina Faso qui était de 42/100 en 2021

et 2022, a baissé légèrement à 41/100 en 2024. Le pays a été classé 82^e sur 180 pays, et a perdu sa place dans le top 10 des pays africains ayant les perceptions de corruption les plus faibles.

Par ailleurs, les défis de gouvernance persistent également dans la gestion des différentes formes de capital. Dans la gestion des finances publiques, les défis concernent l'inaccessibilité de certaines zones de recouvrement des recettes budgétaires du fait de la situation sécuritaire ; la persistance de la fraude douanière et de l'incivisme fiscal ; l'instabilité de la connexion internet entraînant des dysfonctionnements des logiciels métiers de gestion des finances publiques ; l'insuffisance du budget et le manque des compétences dans les métiers de la gestion des finances publiques dans les CT; la persistance de la corruption et du blanchiment des capitaux ; et les difficultés opérationnelles des institutions de contrôle et d'audit, à l'instar de la Cour des comptes.

Dans la gestion foncière, l'augmentation du nombre des conflits fonciers affecte surtout le secteur agricole, en raison de la multiplicité des intervenants dans la gestion du foncier rural dont les actions ne sont pas coordonnées ; des divergences d'interprétation des textes régissant le foncier rural par les différents acteurs ; du conflit de compétences entre les ministères ; de l'affaiblissement de l'autorité coutumière et traditionnelle selon lequel certains ne se contentent plus de leur rôle de gestionnaires de terres, mais s'érigent en vendeurs de terres; de la coexistence des migrants avec des autochtones, les conflits entre les agriculteurs et les éleveurs et l'insuffisance de l'accompagnement de l'Etat dans la mise en place des structures de gestion foncière locale et les instances de règlement des conflits.

Dans la gestion forestière, la déforestation croissante est causée par des pratiques telles que l'agriculture itinérante, l'exploitation forestière non réglementée, et les effets du changement climatique, notamment la sécheresse. Le secteur

forestier est également sous-financé, à cela s'ajoute l'insuffisance des personnels en termes de nombre et de qualité, pouvant assurer la surveillance et la gestion des forêts. L'implication de plusieurs entités (ministère, commune, ONG, villages), souvent avec des stratégies et intérêts différents et potentiellement sources de conflits de compétences, rend également la gestion des forêts inefficace.

Dans le secteur minier, la dégradation de l'insécurité bouleverse les activités minières. Cela a entraîné la fermeture de certaines mines et/ou l'augmentation des coûts et par conséquent la baisse globale de la production. L'insuffisance des contrôles à tous les niveaux favorise les flux financiers illicites et les mines clandestines, l'exploitation illégale des ressources, l'augmentation des accidents et la dégradation de l'environnement. D'autres défis concernent le déficit de transparence dans la passation des marchés avec les sociétés minières et dans la gestion des revenus miniers et les contrats.

Dans le développement des entreprises, le problème foncier entrave la promotion des investissements surtout pour les entrepreneurs agricoles. Les difficultés d'accès au financement, notamment la demande des garanties par les banques, limitent l'expansion des activités des entreprises. La persistance des fraudes (fiscales, douanières et contrebandes frontalières) affaiblit la compétitivité des entreprises existantes et dissuade celles qui envisagent d'opérer. La concurrence déloyale entretenue par les entreprises du secteur informel, les obstacles réglementaires — bureaucratie, régimes fiscaux, réglementations douanières et commerciales — constituent un frein majeur dans le développement des activités des entreprises au Burkina Faso et contribuent au maintien de la prépondérance du secteur informel.

3.4 L'État de droit, la gestion et l'utilisation des différentes formes de capital

Selon l'indice de l'Etat de droit de WJP (World Justice Project), le score global de Burkina Faso en 2024 s'établit à 0,46, plaçant le pays au 98e rang sur 142 pays dans le monde et au 12e sur 34 pays de l'Afrique subsaharienne. Ce score est en baisse par rapport à son niveau de 0,58 en 2018. Les efforts sont requis, entre autres, dans l'application et la mise en œuvre équitables et efficaces des réglementations, tant juridiques qu'administratives plus adaptées et l'amélioration de l'accès de la population à la justice et l'application d'une justice plus équitable. L'édition 2025 de l'Indice de liberté économique de la Fondation Heritage affecte un score de 51 pour le Burkina Faso qui le classe à la 141e place sur 184 pays et au 33e rang sur 51 pays africains. Les principaux efforts requis concernent le respect du droit de propriété, l'amélioration de la santé financière du pays, l'efficacité du système judiciaire et l'amélioration de la liberté d'entreprendre.

3.5 Approche panafricaine visant à renforcer l'État de droit, les institutions et la gouvernance pour exploiter le capital du Burkina Faso

L'intégration de Burkina Faso dans le renforcement de la gouvernance économique et financière du continent se fait à travers son appartenance à l'UEMOA, la BCEAO et le CIMA. Le Burkina Faso collabore avec le Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest afin d'aligner ses cadres de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme sur les normes du GAFI. Le pays a adhéré en 2021 à l'Agence pour l'Assurance du Commerce en Afrique (ACA) qui a pour objectif de soutenir la promotion des investissements et

Encadré 3: Les réformes dans la gestion et l'utilisation des différentes formes de capital

Des mesures ont été prises et des réformes sont en cours pour améliorer la gestion et l'utilisation des différentes formes de capital pour qu'elles puissent contribuer dans la mobilisation des ressources pour le développement.

La loi 046-2024/ALT relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive au Burkina Faso a été adoptée le 30 décembre 2024. Un décret portant dénonciation des faits de corruption et infractions assimilées ainsi que des mauvaises pratiques dans les administrations publiques a été pris le 14 mars 2024, avec une prime d'encouragement aux dénonciateurs. Le processus de dématérialisation de la gestion des finances publiques se poursuit, notamment dans la collecte des recettes et le processus de passation des marchés publics. La Banque des dépôts du Trésor a été créée pour permettre au Trésor public d'optimiser la gestion des ressources financières publiques.

Dans le secteur foncier, le pays a lancé la plateforme SyC@D, une gestion plus transparente, efficiente et sécurisée des titres d'occupation foncière. Une loi portant réorganisation agraire et foncière est en cours d'approbation pour améliorer la gestion du foncier. Ainsi, il est prévu que la terre appartienne désormais à l'État. Les autres innovations concernent la possibilité d'un bail de longue durée (de 18 à 99 ans) dans la cadre de la production agricole, la reconnaissance des droits coutumiers et l'impossibilité pour un étranger de posséder un titre de propriété sur la terre rurale.

Dans la gestion forestière, les autorités et populations locales sont mobilisées et impliqués dans la gestion des ressources forestières, en vue d'une gestion durable des forêts. Des programmes de reboisement et valorisation des forêts communautaires et de restauration de terres dégradées sont mis en place et les gardes forestiers sont renforcés. La subvention pour faciliter l'accès des ménages au gaz se poursuit, afin de lutter contre la coupe du bois, le déboisement et l'avancée du désert.

Dans le secteur minier, la stratégie nationale de promotion de la transparence et de la bonne gouvernance dans le secteur extractif 2025-2029 a été récemment adoptée.

Pour faciliter davantage la création d'entreprises, le pays a mis en place une plateforme de création d'entreprises en ligne et modernise les procédures fiscales à travers les télé-procédures (télé déclaration et télé paiement des obligations fiscales). Une plateforme d'échanges entre l'Etat et le secteur privé a été institué à travers le Cadre de concertation et d'orientation pour le dialogue État/secteur privé (CODESP). Une nouvelle loi sur la commande publique et sur les Partenariats Publics-Privés (PPP) a été adoptée et promulguée en mai 2024. Dans la promotion du capital humain, le gouvernement s'est doté d'une Stratégie nationale intégrée de développement du capital humain (SNIDCH) 2023-2027.

du commerce de ses pays membres en offrant des garanties contre les risques politiques et commerciaux qui affectent les investisseurs.

3.6 Conclusion et recommandations politiques

Pour renforcer la mobilisation des capitaux par l'État, il est proposé :

Dans le court terme de :

- renforcer la lutte contre la corruption et la fraude.
- augmenter la part des ressources financières et humaines dédiées à la gestion forestière
- améliorer l'accès de la population à la

justice et l'application de la décision de la justice

Dans le moyen et long terme :

- renforcer la cadre juridique dans le secteur extractif pour mieux encadrer les contrats et maximiser les bénéfices du pays. L'«

African Legal Support Facility (ALSF) » de la Banque pourrait accompagner le Burkina Faso.

- renforcer les différents organes de contrôle de l'Etat
- renforcer le système judiciaire.

BIBLIOGRAPHIE

BAD (2023) - Rapport pays 2023- Mobiliser les financements du secteur privé en faveur du climat et de la croissance verte au Burkina Faso.

BAD (2024) - Rapport pays 2023- Impulser la transformation du Burkina Faso par la réforme de l'architecture financière mondiale

BAD (2025). Performance macroéconomique et perspectives de l'Afrique, édition de janvier 2025, Banque africaine de développement : Abidjan, Côte d'Ivoire.

BCEAO - Balance des paiements et position extérieure globale du Burkina Faso

BCEAO (2022) – rapport sur la situation de l'inclusion financière dans l'UEMOA au cours de l'année 2022.

Chambre de Commerce et d'Industrie de Burkina Faso (2024) - Perception du climat des affaires au Burkina Faso Second semestre 2023. Direction des Etudes et de la Stratégie. Février 2024.

Chambre de Commerce et d'Industrie de Burkina Faso (2023). Rapport 2023 sur l'État du Secteur Privé au Burkina Faso. Direction des Etudes et de la Stratégie. Décembre 2023

Ministère de l'Economie et des Finances de Burkina Faso (2025). Bulletin trimestriel des statistiques de finances publiques N°09-T4 2024. Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique de Burkina Faso.

Ministère de l'Economie et des Finances de Burkina Faso (2025). Bulletin statistique de la dette publique N°1/2025. Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique. Avril 2025.

Ministère de l'Economie et des Finances de Burkina Faso (2024). Rapport sur les finances publiques. Gestion 2023. Direction Générale des Études et des Statistiques Sectorielles juin 2024.

FMI (2024) Consultation au titre de l'article IV de 2024 et premier examen au titre de l'accord au titre de la Facilité Élargie de Crédit et des garanties de financement. Examen – Communiqué de presse, Rapport des services du personnel du FMI et Déclaration du Conseil d'Administration pour le Burkina Faso. Juillet 2024.

FMI (2025) Deuxième revue de l'accord au titre de la facilité élargie de crédit et revue des assurances de financement – Communiqué de presse, rapport des services du personnel du FMI et déclaration de l'Administration pour le Burkina Faso. Rapport du FMI N° 25/81. Avril 2025.

Commission bancaire de l'UMOA (2023) – Rapport annuel 2023.

PNUD (2024) Rapport sur le développement humain 2023/2024. Sortir de l'impasse. Repenser la coopération dans un monde polarisé.

